

A l'occasion de la journée mondiale des droits des consommateurs, le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) a organisé un atelier autour du thème « La justice pour les consommateurs, c'est maintenant » afin de sensibiliser les gens à la qualité des produits, la protection des consommateurs et les enjeux de l'Etat face cette à question, a constaté Haïti Press Network

.

Le thème retenu pour cette journée a été l'occasion pour des experts en normalisation, des dirigeants du MCI concernés, des représentants des associations de consommateurs, de la société civile et des employés de l'administration publique de débattre sur le sujet.

« Ce thème est lié sur le ton d'une injonction », selon le ministre du commerce et de l'industrie, Wilson Laleau, qui a expliqué que c'est une injonction faite à toutes les strates de la société mais aussi à l'Etat, au sens large, le Gouvernement, le Parlement, la Société civile, la Presse, à chacun en qui le concerne.

« Les consommateurs ne sont pas obligés de tolérer des coûts excessifs, des services médiocres ou le comportement irresponsable des entreprises en raison d'un manque de foi », a-t-il revendiqué.

Pour que le consommateur haïtien obtienne cette justice, le MCI entreprend des initiatives visant le plaidoyer auprès du Parlement pour que les projets de lois déposés depuis juillet 2012 sur la normalisation, la protection du consommateur et la mise en place du système national de la qualité soient votés dans des délais raisonnables, a fait savoir M. Laleau.

Écrit par EP/HPN

Vendredi, 15 Mars 2013 18:07

L'expert en normalisation et qualité de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) Aka Jean Joseph Kouassi, qui intervenait sur les enjeux de la normalisation et la qualité dans la protection du consommateur et la compétitivité des exportations haïtiennes a fait ressortir quant à lui les différents défis à relever à ce sujet pour Haïti.

« Il faut mettre rapidement en place une infrastructure nationale de la qualité qui permet de sécuriser la consommation au niveau local et international. Il faut qu'il y ait des laboratoires, des organismes d'inspections reconnus qui fonctionnent selon les règles internationales », a-t-il conseillé.

Evens Prosper

evens.p@hpnhaiti.com